

Prison

Des professionnels à bout

Au service pénitentiaire d'insertion et de probation de Villenauxe, 600 personnes détenues sont « suivies » par quatre Conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP)... En 2015, ces professionnels ont tous été arrêtés en même temps par la médecine de prévention pour surmenage. Un exemple parmi beaucoup d'autres mis en avant par le collectif insertion probation de la CGT qui alerte: les Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) sont sous haute tension. En ce début d'année, il lance une consultation nationale auprès des personnels pour faire remonter leurs difficultés. La plupart dénoncent une charge de travail trop lourde. « *Beaucoup de collègues sont au bord de l'épuisement* » souligne Sarah Silva-Descas, secrétaire nationale du collectif. Le syndicat constate une « *dégradation matérielle des conditions de travail* », un « *management autoritaire de la hiérarchie* », « *des charges de travail délirantes* ». Au SPIP d'Ecrouves, un seul CPIP est en charge de 280 personnes détenues, au SPIP de Fleury, 26 conseillers se partagent 4500 détenus... Le collectif revendique un effectif maximum de 50 personnes suivies par conseiller « *pour assurer un service public de qualité reconnaissant le sens de notre métier* ».



PHOTO DR